



Guy Taillefer sur les bienfaits des Panama Papers *Page B 4*

Parentés atlantiques Ils sont partis du port de Dieppe vers la Nouvelle-France *Page B 3*

Brian Myles sur Anticosti et la fin de l'aventure pétrolière *Page B 4*

PERSPECTIVES

CAHIER B > LE DEVOIR, LES SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 JUILLET 2017



Une statue trône au ministère américain de la Justice à Washington. Le président Donald Trump contredit ses services secrets à propos de l'ingérence russe et veut renvoyer le ministre de la Justice qu'il a lui-même choisi, Jeff Sessions.

Le Russiagate nuit à Trump, mais aussi à l'opposition

Pour le président, les répercussions, potentielles et avérées, juridiques et politiques, sont très lourdes

Un an après son lancement, l'enquête sur les allégations de collusion de l'équipe Trump avec la Russie prend un tournant potentiel avec l'interrogatoire d'un parent du président. Le Russiagate agitant Washington a des répercussions non seulement pour Donald Trump, mais aussi pour ses adversaires du Parti démocrate.

MARIE-CHRISTINE BONZOM
à Washington

Ce mois de juillet marque le premier anniversaire de l'enquête du FBI sur les allégations de collusion entre la planète Trump et le Kremlin pendant la campagne présidentielle américaine. Au fil des mois, d'autres enquêtes ont été ouvertes. Notamment celle de Robert Mueller, procureur spécial désigné par le ministère de la Justice, et celles de commissions de la Chambre et du Sénat.

Pour la première fois, un commencement de preuve potentielle a fait surface il y a deux semaines. Pour la première fois aussi, des parents du président Trump sont sommés de s'expliquer par des enquêteurs.

Le 9 juin 2016, en effet, Donald Trump junior, fils aîné du candidat républicain, rencontra une avocate russe qu'un intermédiaire lui avait présentée comme ayant des informations compromettantes sur Hillary Clinton et comme « faisant partie de l'appui du gouvernement russe à M. Trump ». Jared Kushner, gendre de Donald Trump et désormais l'un de ses plus proches conseillers à la Maison-Blanche, assistait à cette réunion, ainsi que Paul Manafort, alors directeur de campagne.

Cette semaine, les commissions de renseignement de la Chambre et du Sénat ont interrogé à huis clos Jared Kushner, qui a démenti toute entente avec Moscou. De son côté, la commission

judiciaire du Sénat veut entendre Donald Trump fils et Paul Manafort.

Toutes ces enquêtes dureront encore des mois, voire des années. Mais, jusqu'à présent, aucune preuve de délit n'a été produite, et aucun chef d'inculpation n'a été prononcé.

Le chef de la Maison-Blanche qualifie de « chasse aux sorcières » les enquêtes et la fixation de médias à tendance démocrate comme CNN, *The New York Times* ou *The Washington Post*.

Sur ce point, Donald Trump reçoit des soutiens inattendus. Le cinéaste de gauche Oliver Stone, par exemple, estime ainsi que le scandale russe est téléguidé par la CIA, la NSA et le FBI, qui alimentent les médias en « fuites » motivées par une « hostilité » envers le président Trump et un désir de susciter « la peur et la paranoïa » par rapport à la Russie.

Bredouille pour le moment sur une possible collusion, le procureur spécial a élargi le champ de son enquête à l'entrave à la justice que le président a pu commettre en limogeant le patron du FBI, James Comey.

Destitution improbable

De son côté, Donald Trump agit comme s'il était coupable des accusations portées contre lui. Il contredit ses services secrets à propos de l'ingérence russe et veut renvoyer le ministre de la Justice qu'il a lui-même choisi, Jeff Sessions.

Pour le chef d'Etat, les répercussions du scandale russe, potentielles et avérées, juridiques et politiques, sont très lourdes.

Si entrave à la justice il y avait, il risquerait une procédure de destitution, ce crime étant passible d'impeachment. La trahison serait plus difficile à prouver, la loi exigeant que ce crime ait été commis au profit d'un pays contre lequel les États-Unis sont en guerre. En l'absence de crime établi et en présence d'une majorité républicaine aux deux assemblées du Congrès, la destitution reste improbable.

Une cote au plus bas

Pour l'heure, les répercussions sur Donald Trump sont politiques. La moyenne des sondages parus en juillet le crédite de 39,7% de satisfait seulement. Une cote au plus bas pour un président américain depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. 63% des Américains jugent que Donald Trump fils, Jared Kushner et Paul Manafort n'auraient pas dû recevoir l'avocate russe, et 40% pensent que la Russie a tenté d'influencer la présidentielle en faveur de Donald Trump.

Même des élus républicains sont consternés par la réticence du président à critiquer Vladimir Poutine, à dénoncer l'ingérence russe dans la campagne de 2016 et à faire toute la lumière sur les contacts de son équipe avec des Russes.

À ce stade, Donald Trump est un chef d'Etat très affaibli. Le Russiagate le rend incapable de faire progresser son programme au Congrès, de le promouvoir auprès du public ou même de tirer avantage de décisions positives qu'il a prises, comme le cessez-le-feu partiel en Syrie négocié avec M. Poutine.

Pour tenter de reprendre le dessus, M. Trump lance une nouvelle stratégie. Il remanie ses équipes de communication et de conseil juridique. Il sort de Washington pour des rassemblements semblables à ceux de sa campagne. Il essaie de contrôler le débat public en adoptant des me-

sures sur des sujets à des années-lumière de la Russie, notamment l'interdiction des personnes transgenres dans les forces armées.

Le Parti démocrate

Cependant, le scandale russe nuit aussi au Parti démocrate. Laminé aux législatives de novembre et sidéré par la défaite d'Hillary Clinton, il s'est focalisé sur cette histoire, tout en manœuvrant au Sénat pour ralentir la confirmation des candidats nommés du président à des postes gouvernementaux.

Cette attitude lui coûte cher dans l'opinion. 37% seulement des Américains pensent que le Parti démocrate « est pour quelque chose ». 52% déplorent que le parti ne se définisse que par son opposition à M. Trump et ne cherche qu'à l'entraver.

Des législatives partielles étant prévues au niveau national l'an prochain, les démocrates, qui ont perdu de récents scrutins spéciaux, veulent repositionner leur formation comme un parti de proposition. Lundi, ils ont dévoilé un programme, le Better Deal, en référence au New Deal.

De plus, Chuck Schumer, chef de la minorité démocrate au Sénat, a officiellement lâché M^{me} Clinton. « Quand vous perdez contre quelqu'un dont la popularité est à 40%, vous ne blâmez pas les autres — Comey, la Russie —, vous reconnaissez vos erreurs, a assené le dirigeant démocrate. Les gens savaient seulement que nous étions contre Trump, et c'est encore ce qu'ils croient. »

Mais dans un revirement emblématique, l'annonce du parti a manqué d'effet, la couverture médiatique du Better Deal étant noyée par le Russiagate.

Collaboratrice
Le Devoir

URBANISME

Peut-on contrer la grisaille de notre paysage autoroutier ?

JEANNE CORRIVEAU

Quand on prend la route des vacances, on peut s'attendre à parcourir des centaines de kilomètres de voies routières grises et fades souvent bordées de panneaux publicitaires géants. Les autoroutes ont pour première fonction de permettre à l'automobiliste de se déplacer entre le point A et le point B le plus rapidement possible, mais est-il possible de les rendre moins banales ?

Certaines routes panoramiques du Québec proposent des paysages dignes de cartes postales. Mais les autoroutes n'ont généralement pas le

même charme. Titulaire de la Chaire UNESCO en paysage et environnement à l'Université de Montréal, Philippe Poullaouec-Gonidec a travaillé pendant plus de 20 ans avec le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour tenter de démontrer l'importance de la notion de paysage dans les infrastructures routières.

Il a notamment participé à la réflexion sur l'entrée de ville, à Québec, avec le boulevard Champlain, et à l'organisation, à Montréal, d'un concours international et d'un atelier UNESCO sur l'autoroute 20, entre l'aéroport Montréal-Trudeau et le centre-ville. Il croit

qu'il serait possible d'améliorer l'expérience autoroutière en y mettant un peu plus de créativité architecturale et en intégrant davantage de critères qualitatifs aux appels d'offres. « On voit qu'on est dans un univers d'ingénieurs avec une approche très générique. Pourquoi refait-on toujours la même chose ? Il n'y a aucune expression architecturale de ces ouvrages, aucune couleur, aucune lumière. C'est un peu pathétique. »

Philippe Poullaouec-Gonidec reproche aussi aux ouvrages autoroutiers de mal s'intégrer aux secteurs qu'ils traversent, comme s'il n'y avait

pas de communication entre le MTQ et les municipalités.

Mais tout n'est pas gris dans le domaine routier. Plus tôt cette année, le MTQ a remporté un prix d'excellence de l'Association des architectes paysagistes du Canada pour le réaménagement de l'échangeur Charest/Robert-Bourassa, à Québec, qui intègre une toiture végétale sur un pont d'étagement.

Le MTQ a aussi changé ses pratiques en instaurant une gestion écologique de la végétation au début des années 2000. À la suite d'un projet-pilote concluant sur trois tronçons d'autoroute, il a cessé de

tondre systématiquement les abords de ces routes et appliqué de nouvelles normes à l'ensemble du territoire québécois. Au fil des floraisons, la végétation change de teintes.

Le MTQ n'a pas complètement remis ses tondeuses et continue de raser la végétation sur les deux premiers mètres. « Ça permet aussi de contrôler l'herbe à poux », note Daniel Trottier, architecte paysagiste au MTQ, qui a participé au projet depuis le début. Mais le ministère laisse libre cours à la végétation sur le reste des talus, à part un fauchage occasionnel, car pour des raisons de sécurité, aucun arbre n'est

toléré dans les 12 premiers mètres.

Difficile de ne pas remarquer les grands foins qui croissent dans les fossés de drainage tout le long de l'autoroute 20 entre Montréal et Québec. Il s'agit du phragmite, aussi appelé roseau commun. Introduit au Québec il y a une centaine d'années, le phragmite a proliféré à partir des années 1960 à la faveur du développement du réseau autoroutier. Il peut atteindre 2,5 mètres, voire davantage, et élimine la concurrence des plantes indigènes.

VOIR PAGE B 2 : AUTOROUTES

PERSPECTIVES

HUMOUR

Retour vers l'authenticité

Sans blague, la relève serait plus autonome, plus indépendante et plus créative



Phil Roy

PATRICK SAINT-MARTIN



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Philippe-Audrey Larrue-St-Jacques



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Louise Richer

MANON DUMAIS

Selon Louise Richer, directrice de l'École nationale de l'humour, lorsque François Bellefeuille, Louis-José Houde, Mike Ward, Martin Petit, Laurent Paquin et Charles Deschamps ont fondé Le Bordel Comédie Club au printemps 2015, ils écrivaient une nouvelle page de l'histoire de l'humour francophone au Québec. S'inspirant des *comedy clubs* à l'américaine, les six humoristes proposaient tant à la relève qu'aux humoristes établis un espace pour tester leur matériel.

Ainsi, plusieurs fois par semaine, le Bordel Comédie Club propose un spectacle d'une heure et demie au cours duquel cinq humoristes font un retour aux sources: du *stand-up* dans sa pure expression dans une salle intime.

Du côté anglophone, la tradition existe depuis une trentaine d'années puisque c'est en 1979 qu'Ernie Butler fondait le Stitches, dans la rue Crescent, devenu par la suite le Comedy Nest, situé dans la rue Bishop avant de se retrouver au troisième étage de l'ancien Forum.

«On fait un retour vers l'art amateur», explique Christelle Paré, chercheuse postdoctorale au Centre for Comedy Studies Research (Brunel University London). Avec l'explosion des soirées d'humour depuis une dizaine d'années à Montréal, il y a une redéfinition du contact avec le public; il n'y a plus de filtre, plus besoin de mise en scène: c'est direct! C'est aussi un retour à la prise de risques, à quelque chose qui n'est pas calculé, filtré, passé entre les mains de trois ou quatre personnes.»

Nombreux sont les humoristes qui, depuis moins d'une dizaine d'années, rient de leurs faiblesses, se moquent de leur image, déboulonnent leur propre personnage, comme les Phil Roy, Simon Gouache et Philippe-Audrey Larrue-St-Jacques.

«C'est ça, le stand-up, c'est d'être le plus vrai possible. Et c'est cette vérité-là que les gens veulent. Plus les humoristes sont vulnérables, plus ils parlent de choses que l'on vit, mettent des mots sur des sentiments qu'on a de la difficulté à gérer, plus on s'identifie à eux. L'une des belles choses de l'humour, c'est qu'il permet cette mise à distance qu'on fait de nos vies», croit Christelle Paré.

Ce désir d'authenticité ne serait pas qu'un ef-

« On s'est plaints pendant des années que tout le monde était pareil. Or, la multiplication des plateformes a créé une effervescence au niveau de la diversité »

Louise Richer, directrice de l'École nationale de l'humour

« Je sens chez eux une volonté d'expliquer ce qu'ils font, de réfléchir à leur démarche, à leur art, de faire comprendre que ce n'est pas qu'une joke »

Julie Dufort, doctorante en science politique et enseignante à l'École nationale de l'humour

fet de mode, mais également le résultat de la formation reçue à l'École nationale de l'humour. «Je n'avais pas compris, il y a 30 ans, à quel point la démarche est introspective. C'est en sachant qui tu es que tu te singularises. Ton personnage humoristique est souvent une hypertroupe d'un ou de plusieurs aspects de ta personnalité», explique Louise Richer.

Vers d'autres réseaux

Du côté des humoristes de la relève, on sent non seulement une envie d'authenticité, mais aussi celle de pouvoir faire de l'humour sans compromis et de ne plus être dans l'obligation de suivre le parcours classique. On l'a bien vu lorsque Guillaume Wagner, Virginie Fortin, Adib Alkhalidey et le duo Sexe illégal ont mis sur pied le festival d'humour alternatif Dr. Mobilo Aquafest en 2016.

«On s'est plaints pendant des années que tout le monde était pareil, se souvient Louise Richer. Or la multiplication des plateformes a fait en sorte que cela a créé une effervescence au niveau de la diversité. Il y a une révolution dans les stratégies de production. Il y a de plus en plus d'autoconduction; les humoristes mènent leur carrière et créent des événements en marge des événements plus gros et plus connus. Ce n'est plus seulement entre les mains de quelques décideurs ou diffuseurs. Le MiniFest, le Dr. Mobilo Aquafest: ces initiatives-là de production menées par des artistes font en sorte

qu'on a des porte-voix qu'on n'avait pas ailleurs. Les plateformes et les événements se multiplient et donnent lieu à une multiplicité de couleurs.»

«Ce que les étudiants me disent, c'est qu'ils voient les autres possibilités qui s'offrent à eux, qu'ils n'ont plus nécessairement le goût de faire le gala Juste pour rire. Ce n'est plus la consécration pour eux; il y a d'autres modèles de réussite et d'autres façons de gagner sa vie», témoigne Julie Dufort, doctorante en science politique et enseignante à l'École nationale de l'humour.

Un autre élément qui vient changer la donne quant au parcours des jeunes humoristes, ce sont les réseaux sociaux, qui servent de relais entre les différentes plateformes et permettent une plus large diffusion des contenus. «Beaucoup se servent des réseaux sociaux pour les jeunes, tous ont des stratégies différentes. Ce qui a permis à Rosalie Vaillancourt de démarrer sa carrière, c'est sa web-série Rosalie, qu'elle a coécrite avec Charles-Alex Durand, où elle donnait des trucs pour se débarrasser de son chum», rappelle Julie Dufort.

Le pouvoir du petit écran

Louise Richer note que le parcours du diplômé de l'École nationale de l'humour a considérablement changé ces dernières années. Et la télé y serait pour quelque chose. «Avant, c'était le parent pauvre de la comédie. Là, tu vois des Martin Petit [Les pêcheurs], des Martin Matte [Les beaux malaises], Like-moi! de Marc

Brunet: tout à coup, on a de la comédie de qualité. Il y a eu un souffle qui a généré un nouveau respect envers la comédie», croit Louise Richer.

La directrice de l'École nationale de l'humour poursuit: «La séquence de la carrière a complètement changé: avant, tu faisais ton show, ensuite de la télé. Là, t'as Phil Roy qui anime ALT à Vrak; d'ailleurs, ce qui se fait à Vrak le soir, c'est très important. Les morceaux de la séquence peuvent être inversés, ce qui fait une segmentation du marché. Les jeunes suivent les jeunes humoristes parce qu'ils ont une chaîne à eux. Ils vont quand même aimer Louis-José Houde et Martin Matte, mais ils vont capoter sur Jay Du Temple, Katherine Levac, Mehdi Bousaidan, Sam Breton, des phénomènes de la cohorte 2013.»

Pour sa part, Julie Dufort remarque que les humoristes de la relève réfléchissent davantage sur leur métier: «Je sens chez eux, je pense entre autres à Philippe-Audrey, avec qui j'entretiens une correspondance sur Facebook depuis cinq ans, une volonté d'expliquer ce qu'ils font, de réfléchir à leur démarche, à leur art, de faire comprendre que ce n'est pas qu'une joke. Si les jeunes sont capables d'expliquer tout ça, ça aura une plus grande résonance dans la recherche, dans la critique, dans les médias, dans le public.»

«Il y a énormément de choses qui se passent dans l'industrie sur le plan des stratégies de production et de diffusion, des contenus. On vit dans un âge d'or de la création, de la débrouillardise et de l'exploration, c'est extraordinaire!» résume Christelle Paré.

Le Devoir

Pour découvrir la relève à Montréal

Le Bordel Comédie Club
312, rue Ontario Est
L'Étage (Medley Simple Malt)
6206, rue Saint-Hubert
Broue Pub Brouhaha Rosemont
5860, rue De Lorimier
Abreuvoir Bar et Terrasse
403, rue Ontario Est
Comedy Nest
2313, rue Sainte-Catherine Ouest

AUTOROUTES

SUIITE DE LA PAGE B 1

«Contrairement à ce que certains disent, le ministère des Transports n'a jamais planté de roseaux. C'est une plante qui s'est installée d'elle-même», souligne le biologiste Claude Lavoie, chercheur au Laboratoire de recherche sur les plantes envahissantes à l'Université Laval. Bien que ce soit une plante très esthétique, le fait d'en avoir sur quelques kilomètres entre Montréal et Québec est une chose, mais en avoir sur 250 kilomètres, c'est autre chose.»

Ce roseau est maintenant omniprésent, et le MTQ se dit conscient que les autoroutes contribuent à la propagation des plantes envahissantes. Il ne cherche pas à éliminer le phragmite — une opération qui serait fort coûteuse —, mais plutôt à en contrôler l'expansion.

Avec la participation financière du ministère, l'équipe de Claude Lavoie a mis au point diverses méthodes de prévention pour nuire à sa croissance

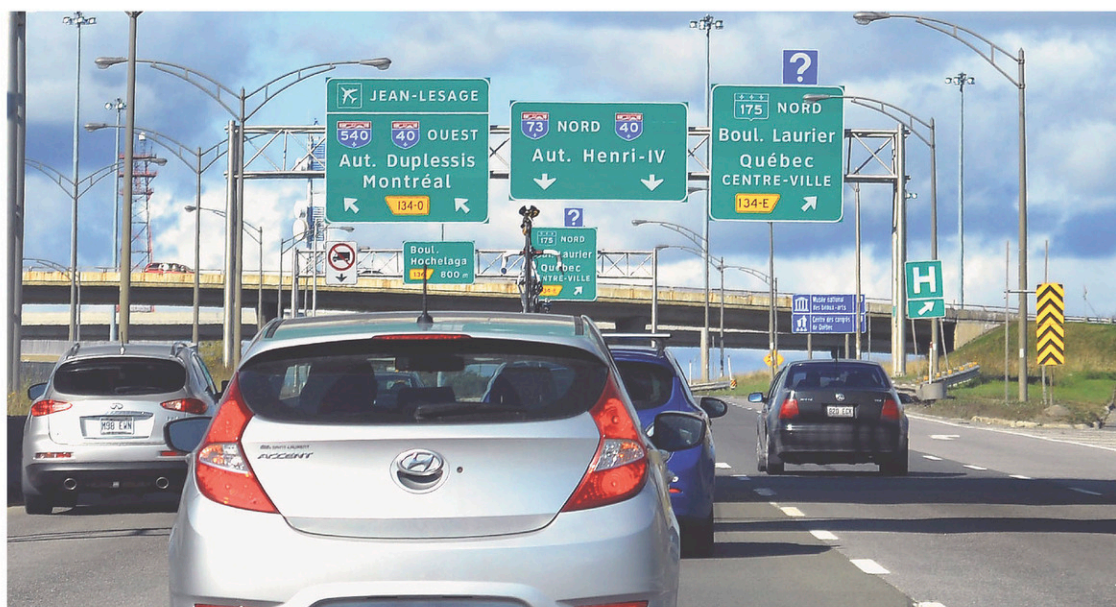
là où il est déjà, et pour éviter qu'il ne s'installe sur de nouveaux segments d'autoroute.

Malgré ses grands défauts, le phragmite a tout de même quelques vertus. «Dans les terre-pleins, il agit comme un brise-vent et réduit la glace noire. Le soir, il diminue aussi l'éblouissement des phares», explique Daniel Trottier.

Le phragmite n'a pas le monopole des autoroutes, car d'autres espèces exotiques envahissantes s'y plaisent aussi, comme la renouée du Japon, le panais sauvage, la berce du Caucase, le gailllet mollugine et l'anthriscus sylvestre. «Tant que ces plantes restent dans les talus routiers, ce n'est pas vraiment un problème. C'est lorsqu'elles débordent dans les marais, comme le roseau, que ça le devient», dit Claude Lavoie.

Panneaux publicitaires

L'architecte paysagiste Marie-Claude Robert, coordonnatrice de projets à Paysages estriens, estime toutefois que l'affichage intempestif reste une plaie pour les routes et autoroutes du Québec. Parfois placés aux endroits les plus en vue, les panneaux publicitaires



OLIVIER ZUIDA LE DEVOIR

gâchent le paysage. Elle compare cette pollution visuelle au bruit: «Si on est déjà exposé à beaucoup de bruit, on ne discernera pas le décibel de plus.»

N'empêche qu'entre Québec et Baie-Sainte-Catherine, elle a dénombré 26 annonces pour les expéditions aux baïlines, et sur la 20 entre Montréal et Québec, plus de

230 panneaux publicitaires.

Selon elle, malgré les revenus qu'elles en retirent, les municipalités devraient davantage se soucier de la cacophonie visuelle et interdire les grands panneaux publicitaires, comme l'ont fait le Massachusetts et le Vermont dans les années 1960: «Mais au Québec, on n'a pas suffi-

samment réfléchi à cette question. Ce n'est pas considéré comme un enjeu de société au même titre qu'une ligne d'Hydro-Québec.»

Pour améliorer le paysage autoroutier, le Québec pourrait s'inspirer de la France, qui s'est dotée d'une politique du 1% paysage et développement, croit Philippe

Poullaouec-Gonidec. Ce programme présente des similitudes avec le 1% lié aux sommes consenties pour la création d'une œuvre dans tout projet de bâtiment ou d'aménagement de site public au Québec. «La politique du 1% paysage fonctionne très bien pour mettre en valeur du territoire traversé par l'autoroute», dit-il.

Design des structures

Et le design des infrastructures, comme les viaducs et les murs acoustiques, pourrait être plus original et audacieux, selon lui: «Je ne pense pas que ce soit une question de coût. C'est dans la culture d'ingénieur du ministère.»

Marie-Claude Robert note toutefois que les routes qui traversent des plaines sont généralement moins attrayantes que celles implantées en milieu accidentés: «Les contraintes font généralement de plus belles routes, comme si les ingénieurs étaient obligés d'équilibrer ces contraintes.»

Le Devoir

PERSPECTIVES

PARENTÉS ATLANTIQUES

Partis du port de Dieppe

Ils furent des centaines à y mettre les voiles vers la Nouvelle-France pendant la première moitié du XVII^e siècle

Le port de plaisance Jehan Ango à Dieppe

PHOTOS MONIQUE DURAND

À l'occasion du 375^e anniversaire de Montréal, *Le Devoir* est allé humer l'air du temps d'un côté et de l'autre de l'Atlantique, histoire de fouiller les liens que nous entretenons avec les villes françaises étroitement associées à l'époque de Ville-Marie et de la Nouvelle-France. Comment ces villes honorent-elles cette part de notre histoire qui est aussi la leur? Quelles sont les résonances de ces filiations ici? Aujourd'hui: le port de Dieppe. Quatrième de six articles.

MONIQUE DURAND

4 mai 2017. Quand l'arc-en-ciel quitte le port de Dieppe, les hommes à bord rêvent, comme chaque fois qu'ils prennent la mer, de rapporter l'or blanc plein leur cale. Ce port de Normandie est le plus important de France pour la coquille Saint-Jacques. Ils voient s'éloigner la longue plage où s'activent promeneurs, joggeurs et baigneurs, au milieu des vendeurs de crêpes et de frites, plage où sont plantées les fameuses cabines louées par les vacanciers.

Dieppe fut jusqu'en 1914 la première station balnéaire française, fort prisée des Parisiens et des Londoniens. Les pêcheurs de l'arc-en-ciel peuvent apercevoir le casino, les hôtels, le minigolf, le skatepark et, quand ils tournent la tête vers l'est, le gros ferry jaune traversant la Manche vers l'Angleterre et la forêt de mâts du port de plaisance Jehan Ango.

4 mai 1639. Quand *Le Saint-Joseph* quitte le port de Dieppe, Marie Guenet et ses deux compagnes augustines hospitalières voient s'éloigner la petite foule venue leur faire des adieux et s'agiter les caravelles amarrées sous les vents qui forçissent. Elles distinguent le château, les clochers de Saint-Jacques et de Saint-Rémy, peut-être l'Hôtel-Dieu où elles ont appris à soigner et qu'elles ont quitté, avec armes et bagages, d'abord en carrosse vers le port, puis en chaloûpe vers le navire.

« Le fleuve, à cette époque, est très mal connu. Il est aussi difficile d'y entrer que d'en sortir. »

Pierre Rouxel, du Groupe de recherche sur l'écriture nord-côtière à Sept-Îles

Elles partent en compagnie de trois ursulines, dont l'une n'est autre que Marie de l'Incarnation. Marie de l'Incarnation? Une femme en feu, épistolière, qu'on imagine comme un mélange de Diane Dufresne et de Simonne Monet-Chartrand, qui confesse son « extrême désir de partir [...] qui la suit partout ».

Dans le trio se trouve aussi Madeleine de la Peltrie, une autre femme intense, anticonformiste, riche veuve bienfaitrice des Ursulines, qui tient à son statut de laïque et part malgré l'interdiction de son père. Elle s'embarque avec sa servante et tout un barda, meubles et provisions pour l'Hôtel-Dieu qu'elle s'en va fonder à Québec.

Le Saint-Joseph manque d'espace. Qu'à cela ne tienne, madame de la Peltrie affrètera un autre navire, voilà tout! L'heure du départ a sonné. Les six

femmes sont bien là. Mais les vents soufflent l'enfer. *Le Saint-Joseph* doit attendre 15 jours en rade avant l'accalmie. À bord, presque tout le monde est malade et l'ancre n'est pas levée encore.

20 mai 2017. Café des Tribunaux, place du Puits salé. Lynne Lévesque m'y a donné rendez-vous. Elle vit à Dieppe depuis six mois pour travailler à la traduction française d'un livre portant sur la vie de Jeanne Chevalier, une fille du Roy. « Jeanne est née soit ici, à Dieppe, soit à Coutances, pas très loin », fait-elle dans un français laborieux.

À 73 ans, Lynne se tue à apprendre le français, elle qui a vu le jour aux États-Unis, d'une lignée de Lévesques. « Mon arrière-grand-père est né à Saint-Philippe-de-Néri, dans le Bas-Saint-Laurent. Il est parti à neuf ans pour les États-Unis. Tous les Lévesque parlaient français jusqu'à ce que mon père décide qu'il ne voulait plus être canadien-français. Il a marié une Américaine. La seule chose que je l'ai entendu dire dans sa langue maternelle, c'est: "Eh maudit!" »

Le fil manquant

La septuagénaire a mené sa carrière dans une banque à Boston, avant de prendre une retraite qu'elle consacre à la recherche de ses racines. « J'ai grandi à Nashua, au New Hampshire, avec la honte d'être Canadienne française. »

Elle est venue guérir sa honte à Dieppe. Y retrouver le fil manquant, la menue pièce absente de sa construction intime. « Je suis obsédée par cette femme, partie de Dieppe en 1671 prendre Robert Lévesque pour époux en Nouvelle-France. L'histoire n'a retenu que son nom à lui, s'insurge-t-elle, pas celui de Jeanne. »

Lynne sait qu'en travaillant à la reconnaissance de son ascendance de 11 générations, c'est un peu à sa propre vérité



La chapelle des Indiens surplombant le port de Tadoussac et le fleuve Saint-Laurent

qu'elle travaille. Celle qui s'honore d'être une lointaine cousine de René Lévesque — « Il m'a redonné la fierté d'être qui je suis » — s'est fixé deux objectifs: faire connaître l'histoire de Jeanne Chevalier et convaincre les autorités dieppoises d'installer une plaque à sa mémoire dans l'église Saint-Jacques.

Ils furent des centaines, comme Jeanne Chevalier, Robert Lévesque, Marie Guenet, Marie de l'Incarnation, Madeleine de la Peltrie, à mettre les voiles vers la Nouvelle-France depuis Dieppe durant la première moitié du XVII^e siècle. Le port de la côte normande avait la particularité de pouvoir accueillir les vaisseaux à marée basse comme à marée haute.

Mais l'Angleterre était trop proche, juste séparée par la Manche. La guerre faisait rage entre les deux vieux ennemis, France et Angleterre. Le port de Dieppe sera bientôt supplanté par celui de La Rochelle, sur la côte atlantique, pour l'embarquement des partants vers l'Amérique.

21 mai 2017. Bar O Mètre. Eh oui, c'est le nom de ce bar-café situé sous la falaise ouest à Dieppe. Touristes et gens du cru s'y donnent rendez-vous pour boire un peu de blanc et beaucoup de mer Manche à l'heure où le soleil descend. La falaise, tranchée au sabre par les vagues et par les siècles, s'illumine de rose. Je vois les six femmes accoudées sur le bastin-gage du *Saint-Joseph* passer devant, voguant vers leur destin.

La traversée est difficile. Le

capitaine Bontemps doit faire une longue boucle pour éviter des navires anglais au sortir de la Manche. Et puis, à l'approche de Terre-Neuve, dans une brume épaisse, le petit contingent croit sa dernière heure venue: *Le Saint-Joseph* fonce « dans une glace aussi énorme qu'une petite ville » et « claire comme un cristal », écrit Marie de l'Incarnation. Ça y est, le vaisseau aveugle va se fracasser.

Les passagers crient d'effroi. Une manœuvre désespérée du capitaine les sauve du naufrage. Mi-juillet 1639: après trois mois de mer, suffoquées par l'émotion, les voyageuses descendent à terre et se prosternent sur le sol de Tadoussac. « Je vous laisse à penser la joie », écrit la passionaria ursuline, avec une inhabituelle retenue. Elles pourront se poser là quelques jours avant de poursuivre leur remontée du fleuve jusqu'à Québec, où l'attend leur nouvelle vie de soignantes, pour les trois augustines, et d'enseignantes, pour les trois ursulines.

« On ne dira jamais assez l'importance de Tadoussac à l'époque de la Nouvelle-France », écrit Pierre Rouxel, du Groupe de recherche sur l'écriture nord-côtière à Sept-Îles. Tous les bateaux venus de France y font une première escale plus ou moins longue, ceux de gros tonnage remplacés par des plus petits pour naviguer vers Québec. « Le fleuve, à cette époque, est très mal connu, poursuit le chercheur. Il est aussi difficile d'y entrer que d'en sortir. »

Quand les six femmes y dé-

barquent en 1639, Tadoussac est alors une des capitales maritimes de l'Amérique du Nord, lieu de traite avec les Amérindiens qui y viennent de partout, lieu de transbordement de marchandises, d'arrivées, de départs, de bonnes et de mauvaises nouvelles, tout y converge, désespérances et espoirs fous.

Un contraste saisissant

Le contraste est saisissant avec Tadoussac aujourd'hui, animé seulement pendant la saison douce par une faune amoureuse de baleines et de chansons, de dunes et de rochers, de kayacs et de bières artisanales. Site grandiose qui semble dormir pendant les trois quarts de l'année confit dans sa beauté, embrassant le ciel, le fleuve, le Saguenay, ce que nous étions et sommes devenus.

On est ému devant la chapelle en bois dite des Indiens, l'une des plus anciennes du genre en Amérique du Nord, surplombant le port de Tadoussac et le Saint-Laurent. Même émoi devant la chapelle Bonsecours dite des Marins, sur la falaise du Pollet, surplombant le port de Dieppe et la Manche. Les deux petites églises, comme des phares, semblent se répondre au-dessus de l'Atlantique, montant la garde dans les vents de l'histoire.

Collaboratrice
Le Devoir

La semaine prochaine: « Parti de Brouage, Samuel de Champlain »



ÉDITORIAL

PAKISTAN

Les bienfaits des Panama Papers

Et de trois. Le premier ministre Nawaz Sharif avait été chassé du pouvoir une première fois en 1993 pour corruption. Aisé-ment réélu en 1997, il fut renversé deux ans plus tard par le coup d'État du général Pervez Musharraf. Cette fois-ci, ce sont des Panama Papers que vient sa chute. Développement salubre, sans toutefois être concluant, dans l'histoire de l'incertaine et tumultueuse démocratie pakistanaise.

L'affaire agite la vie politique du pays depuis plus d'un an, grâce à la ténacité d'un leader de l'opposition et ancienne vedette de cricket, Imran Khan, un homme qui considère par ailleurs que la victoire aux législatives de 2013 de Nawaz Sharif lui a été volée par fraude électorale. Mais grâce aussi aux Panama Papers, puisque la décision prise vendredi par la Cour suprême de «désqualifier» le premier ministre est née de révélations gênantes contenues dans ces fameux «papers» voulant que la famille Sharif possède en catimini de luxueuses propriétés à Londres par l'intermédiaire de sociétés extraterritoriales.

Pour ne pas avoir été «honnête» à ce sujet et n'avoir pas tout dit sur ses avoirs, la Cour suprême a ordonné la destitution du premier ministre après qu'une commission dite indépendante eut conclu à une «importante disparité» entre les revenus de la famille et son train de vie. Façon polie de dire que M. Sharif et trois de ses enfants sont manifestement coupables de corruption et d'évasion fiscale — lire qu'ils mènent une vie de pacha pendant que le commun des Pakistanais peine à s'approvisionner en électricité et en eau potable.

M. Sharif a eu la bonne idée de démissionner. Par respect pour les institutions, il aura au moins eu le mérite de se soumettre à la décision de la justice. Encore que c'est apparemment son frère Shabbaz qui le remplacera à la tête du gouvernement — dans un Parlement où son parti, le PML-N, dispose d'une solide majorité. L'une des forces dominantes de la vie politique pakistanaise des 30 dernières années, M. Sharif quitte donc le pouvoir sans le quitter. Il demeure au reste un homme politique très populaire, y compris dans son bastion du Pendjab, la province la plus peuplée du pays, sans laquelle un leader politique ne peut pas espérer prendre le pouvoir. Il serait surprenant que sa démission annonce sa disparition permanente.

Alors, il n'est pas interdit de se demander dans quelle mesure cette cause contribuera à moraliser la vie publique d'un pays qui, célébrant cet été le 70^e anniversaire de son indépendance, a passé la moitié de son existence sous dictature militaire.

En éditorial, le quotidien national de langue anglaise à grand tirage *Dawn* veut le croire, qui considère qu'il s'agit d'une journée «historique» dans la vie politique et judiciaire du Pakistan. «Dans un pays, écrit-il, où les officiels, élus et non élus, vivent de manière habituelle et flagrante au-dessus de leurs sources légales de revenus, cette cause pourrait représenter le début d'une nouvelle ère de transparence publique et de reddition de comptes.»

Révéls par les médias en 2016 dans la foulée d'une immense fuite d'informations provenant des archives d'un cabinet panaméen, les Panama Papers ont levé le voile comme jamais sur le monde opaque des paradis fiscaux. Dans la foulée, au moins 150 enquêtes ont été lancées dans plus de 70 pays pour évasion fiscale ou blanchiment d'argent. Aussi, M. Sharif devient le deuxième chef de gouvernement, après l'Islandais Sigmundur David Gunnlaugsson, à être démis du fait des Panama Papers. C'est un progrès. Reste qu'au-delà des personnes, le combat contre la kleptomanie des riches appelle de profonds changements systémiques. Ce qui n'est pas gagné.

EXPLOITATION PÉTROLIÈRE

L'après-Anticosti

Depuis que le gouvernement Couillard a annoncé, en janvier dernier, son intention de protéger tout le territoire de l'île d'Anticosti et d'appuyer sa candidature à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, l'arrêt complet et définitif des forages était incontournable.

Sans surprise, le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Pierre Arcand, a mis un terme à l'exploration et à l'exploitation pétrolière et gazière sur l'île dans un arrêté ministériel vendredi.

Pour honorer les malheureux contrats signés par le gouvernement Marois, des ententes ont été signées avec trois des cinq entreprises qui convoitaient le sous-sol d'Anticosti. Junex, Corridor Ressources et Maurel & Prom obtiendront une compensation globale de 41,4 millions de dollars, ce qui correspond pratiquement à leurs dépenses d'exploration réalisées à ce jour sur l'île.

Il reste à conclure des ententes similaires avec Pétrolia et Trans American. Quoi qu'il en soit, le règlement définitif coûtera beaucoup moins que les 200 millions avancés récemment.

La facture reste salée, mais ce n'est pas trop cher payé pour mettre fin à cette navrante aventure d'interventionnisme étatique dans l'exploitation d'hydrocarbures au cœur d'un joyau naturel. Faut-il le rappeler, le contrat initial signé par le gouvernement Marois prévoyait jusqu'à 115 millions de dollars d'investissements publics dans le forage à Anticosti, avec des retombées économiques évaluées avec extravagance à 45 milliards.

Comme le souligne le directeur principal d'Équiterre, Steven Guilbeault, les risques de saccage environnemental l'emportent sur les bénéfices de l'exploitation de pétrole et de gaz de schiste, qui figurent parmi les énergies les plus sales du vieil ordre fossile. Vivement un virage en faveur des énergies vertes et renouvelables!

Il faut maintenant penser à demain. L'île d'Anticosti ne peut pas rester dans un écrin de verdure accessible seulement aux chevreuils et aux touristes fortunés. Le maire d'Anticosti, John Pineault, réclame la création d'un fonds de développement pour la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel de l'île. À quoi servira un classement sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO si les beautés d'Anticosti restent hors de portée pour le commun des mortels?

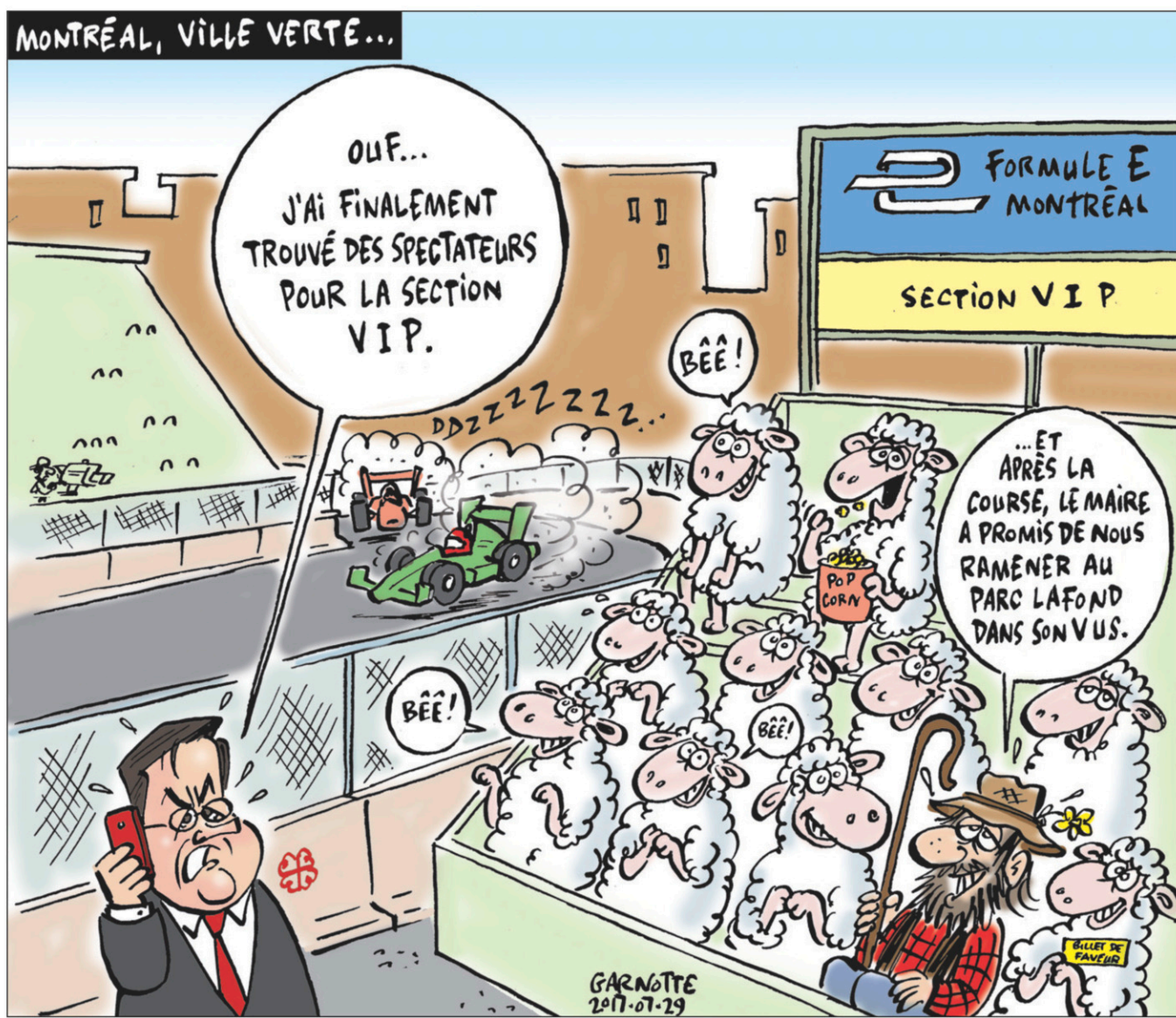
Québec doit relier l'île au continent, par un service de traverse, et soutenir l'essor touristique d'Anticosti. L'émergence d'un nouveau pôle récréotouristique passe aussi par l'amélioration des services d'hébergement et l'inclusion des habitants de l'île et des Innus dans les projets de développement.

Le meilleur gage de pérennité pour l'île d'Anticosti est d'en faire un endroit plus facile d'accès et plus accueillant, sans sacrifier à sa nature indomptable.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS
 Adjoint PAUL CAUCHON, LOUIS GAGNÉ, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Petit lundi... grosse attente

Lundi, 15 h, ma fille n'est pas bien du tout! Fièvre, mal de gorge, étourdissements, raideurs dans la nuque... On passe chez la pharmacienne: «Allez voir un médecin, c'est peut-être une méningite!»

On se rend dans une première clinique, on met le pied dans la porte: plus de place. On insiste... on attend... La réceptionniste consulte le docteur qui refuse de voir ma fille, c'est un cas d'hôpital!

On contacte cinq autres cliniques par téléphone... rien! On se met en ligne pour le service payant: 17\$. Un rendez-vous pour le lendemain à 18 h... Trop loin, trop de douleurs, trop de fatigue.

On se rend à la Cité de la santé. Mon billet de stationnement indique 17 h 03. Au triage (17 h 50): «Ça ne semble pas être une méningite, mais je vous garde. Vous êtes un cas d'hôpital, pas de clinique.» Niveau 3: urgent! On réévaluera dans une heure... 3 heures 40 minutes plus tard! 21 h 30: réévaluation: «Ça ne semble pas être une méningite, ça semble être... Mais je ne suis pas médecin.»

Sept heures plus tard. 4 h 30: ma fille est vue par un docteur qui confirme le diagnostic fait par l'infirmière à 21 h 30. Il rédige une ordonnance.

Douze heures à l'urgence, c'est intolérable! Douze heures à l'urgence, de 17 h à 5 h, c'est carrément inhumain! «Le temps d'attente s'est grandement amélioré», maintient-il!

Manon Beaudet
 Laval, le 21 juillet 2017

Scaramouche à la Maison-Blanche

Pour rehausser le spectacle de télé-réalité qu'il dirige avec brio à la Maison-Blanche, Donald Trump vient d'y ajouter un personnage classique de la *commedia dell'arte*: Scaramouche. Antony Scaramucci, le nouveau directeur des communications, est toutefois bien réel. «Mooch» pour les intimes, avocat et financier sorti de Harvard, déjà impliqué en politique comme conseiller et bailleur de fonds, était au départ un anti-Trump. Qu'à cela ne tienne. Le narcissique président en difficulté sur tous les terrains avait besoin d'un coup de théâtre et il a déniché un alter ego qui assurera son engagement de nettoyer le marécage de Washington, qu'il a récemment descendu au niveau des égouts.

Après à peine 24 heures en poste, Sca-

ramouche joue à la perfection le rôle qui lui a été confié: il est déjà partout et s'exprime sur tout, il engueule de façon grivoise, il insulte, il menace.

La digression est totale: au diable l'abolition d'Obamacare, la réforme fiscale, le contrôle de la migration, la sécurité de la frontière au sud, la Corée du Nord, la Syrie, les Russes, l'Iran... la présence gênante du procureur général, le secrétaire d'État en désarroi, les maladroites du fils et du genre conseillers. Les gazouillis incessants et insignifiants du président et les demi-vérités et les mensonges de son clan rapproché vont se poursuivre de plus belle, alors que le nouveau directeur est prêt à congédier tout son personnel pour colmater les fuites qui rendent le président insomniaque. Scaramouche a pris les choses en main et la bouffonnerie est à son paroxysme.

Cette dernière maladresse d'un président qui se révèle au grand jour comme un imposteur vient de l'amener sur la pente glissante du désistement. Quoi qu'il fasse, la farce a assez duré. Les républicains ne pourront plus le supporter sans compromettre leur avenir et celui du parti. Et ils peuvent compter sur l'appui inconditionnel de leurs ennemis démocrates.

Léon Döntigny
 Le 28 juillet 2017

L I B R E O P I N I O N

La réglementation sur les pesticides a des effets négatifs

CHRISTIAN OVERBEEK
 Président des Producteurs de grains du Québec

À la suite du dévoilement de la nouvelle réglementation découlant de la Stratégie québécoise sur les pesticides, les Producteurs de grains du Québec se désolent de l'imposition de contraintes draconiennes, d'une sous-estimation de leurs impacts réels et de l'absence de compensation appropriée pour le secteur agricole. En résumé, l'approche de l'interdiction pure et simple a été privilégiée à celle de l'utilisation planifiée et avec discernement des pesticides, comme c'est le cas actuellement.

Les producteurs de grains connaissent parfaitement bien l'importance de protéger l'environnement. Il est tout à leur avantage de s'assurer que leurs activités sont en harmonie le plus possible avec leur ressource principale. Ce sont toutefois des entrepreneurs, qui doivent s'assurer de maintenir leur compétitivité afin de contribuer au développement économique du Québec. Les dispositions contenues dans la nouvelle réglementation augmenteront significativement les coûts de production, alors que les fondements scientifiques de l'approche retenue par le gouvernement sont plus que discutables et que les mesures d'accom-

pagnement prévues ne compensent qu'une fraction de l'impact négatif pour la production. Au final, cette réglementation aura un effet économique négatif dépassant largement les avantages environnementaux espérés.

La réglementation annoncée par le gouvernement comprend l'interdiction de l'utilisation de plusieurs pesticides, dont trois néonicotinoïdes, sauf si un avis formel d'un agronome est émis. Un registre doit par ailleurs être implanté. L'étude d'impact dévoilée par le gouvernement estime les effets pour les agriculteurs à 8,5 millions de dollars par année.

Répercussions négatives

L'étude d'impact oublie toutefois de quantifier les effets négatifs liés au remplacement de ces produits par d'autres outils de gestion des cultures, que ce soit sur le plan économique ou sur le plan environnemental. L'étude reconnaît ne pas avoir évalué l'incidence du respect des distances séparatrices. Sans oublier que les répercussions négatives pour les vendeurs de pesticides se traduiraient par une hausse des prix payés par les producteurs. C'est donc dire que cette réglementation générerait des coûts au moins trois fois plus élevés que celui de 3 millions de dollars de l'accompagnement annoncé lors du dernier budget.

Rappelons que l'interdiction de certains pesticides de la famille des néonicotinoïdes a donné des résultats mitigés ailleurs dans le monde. En effet, de récentes études sur le cas européen ont démontré que l'interdiction de ce type de pesticides provoque une utilisation accrue d'autres pesticides et l'augmentation de la résistance de certains ravageurs. De plus, les différentes études sur le sujet ne s'accordent pas en ce qui a trait à l'effet de cette interdiction pour l'environnement et les pollinisateurs.

Le gouvernement recevra nos recommandations détaillées dans le cadre du processus de consultation qui vient de commencer: nous l'invitons à considérer sérieusement nos propositions. Cependant, nous le prévenons immédiatement que le secteur des grains ne pourra pas supporter l'accumulation de ces contraintes sans conséquence négative sur le plan économique. Par ailleurs, une réglementation coercitive pointue, telle que celle annoncée, n'est généralement pas un bon moyen pour faire face à des enjeux de pollution diffuse. Autant dans l'intérêt de l'environnement que dans celui de l'économie québécoise, un changement d'approche est nécessaire. À défaut, des gestes supplémentaires de compensation seront incontournables.

IDÉES

SEARS CANADA

Les impacts de la finance mondialisée sur l'économie réelle

MATHIEU PIGEON

Montréal

Le 24 juillet dernier, un article du *Devoir* nous apprendrait que la société Sears Canada est présentée ciblée par une campagne de boycottage. Cette dernière constitue une réplique des consommateurs à sa décision controversée de verser des millions en primes à certains de ses dirigeants, alors qu'elle mène présentement ses activités sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies et qu'elle compte supprimer environ 2900 emplois (sans indemnités de départ). De telles pratiques outrancières ne semblent plus surprendre personne tellement elles sont maintenant monnaie courante — l'exemple de Bombardier est là pour nous le rappeler.

Pourtant, les effets qu'engendreront ces pratiques se feront sentir avec force dans l'économie réelle, à commencer par la vie des employés licenciés. De leur côté, les actionnaires et les dirigeants de Sears Canada n'auront pas à s'inquiéter outre mesure, car tout sera mis en place pour maintenir le rendement financier exigé par les premiers (taux de profit minimal que



DARREN CALABRESE LA PRESSE CANADIENNE

Sears Canada mène ses activités sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies.

doit dégager la société, voté par les actionnaires) et les primes seront toujours au rendez-vous pour les seconds, peu importe la performance de l'entreprise. Le tout accompagné de ces mêmes justifications qui défient toute logique: le versement de ces primes monumentales serait un incontournable, car l'entreprise doit s'assurer de retenir les meilleurs gestionnaires pour effectuer le difficile travail de restructuration visant à maintenir le rendement financier pour les actionnaires.

Capitalisme néolibéral ou actionnarial

Il faut rappeler que ce type de manœuvre s'inscrit dans une tendance qui ne date pas

d'hier, c'est-à-dire l'avènement de la période du «capitalisme néolibéral». Depuis le début des années 1980, cette nouvelle forme de capitalisme s'est graduellement implantée au sein de la plupart des sociétés occidentales. Fondé sur une extension de l'investissement à travers la mondialisation du libre-échange, la déréglementation des marchés financiers, la privatisation progressive des biens et services publics et la flexibilisation du travail, ce capitalisme néolibéral se caractérise aussi par un nouveau type d'accumulation. Les profits dégagés par les entreprises sont maintenant transformés majoritairement en investissements financiers ou en dividendes pour les ac-

tionnaires. En ce sens, certains économistes, comme Dominique Plihon (*Le nouveau capitalisme*), parlent même de «capitalisme actionnarial», un régime d'accumulation où la sphère financière exerce une influence démesurée sur l'économie réelle, car la valeur qui prime maintenant est celle du rendement financier.

Ainsi, lorsque le taux de profit minimal d'une entreprise n'est pas respecté, sa valeur boursière et le montant des dividendes risquent de baisser. Voilà pourquoi nous sommes confrontés de plus en plus — depuis les années 1980 — aux phénomènes de licenciements massifs et de délocalisation des emplois dans les grandes entreprises, sans parler des pratiques généralisées d'évasion fiscale. Pour le dire autrement, nous faisons face au phénomène de la thésaurisation: ceux qui possèdent assez de capitaux pour épargner de façon significative (ultrariches particuliers et grandes entreprises) privilégient l'accroissement des avoirs liquides, dans l'espoir d'investir dans des actifs financiers plus rémunérateurs, entre autres grâce à la spéculation. S'ensuit donc une baisse significative des investissements privés dans l'économie réelle, les ultrariches et les grandes entreprises étant assis sur des liquidités considérables qu'ils font fructifier dans les marchés financiers, au grand désavantage des travailleurs et des propriétaires de petites et moyennes entreprises.

Soulignons qu'une telle accumulation financière débridée ne saurait être possible sans les arrangements institutionnels mis en place par les États, notamment la déréglementation des marchés et les traités de libre-échange. Ceux-ci tirent leur appui idéologique de la croyance séculaire en un «marché autorégulateur» (postulat central du libéralisme économique), qu'il suffirait de «libérer» des contraintes institutionnelles pour assurer un équilibre dans l'allocation des ressources et la fixation des prix. Bien que ce postulat n'ait jamais été démontré empiriquement, il continue pourtant à servir de guide chez nos élites politiques et économiques lorsqu'il s'agit de penser l'économie et d'agir sur celle-ci. Pourtant, les données empiriques ne mentent pas quant à l'accroissement des inégalités sociales et à la concentration du capital chez une classe de plus en plus restreinte d'acteurs économiques. Le tout sous l'égide d'une tendance lourde de «libéralisation» des marchés.

Retour à la régulation des marchés financiers

Avant même de parler de transformation radicale de no-

tre modèle économique mondialisé, des gestes concrets sont possibles à court terme pour ralentir cette tendance et rétablir un peu de justice sociale. Nombre de partis politiques, de groupes communautaires et de mouvements citoyens plaident d'ailleurs pour un retour vers une régulation plus stricte des marchés financiers, un peu à l'instar de celle qui avait cours durant la période des Trente Glorieuses (1945-1973).

À part le manque de volonté politique de nos dirigeants, rien ne nous empêcherait de créer de nouvelles formes de régulation ou d'en rétablir d'anciennes (ex.: taxe sur le capital des banques, taxe Tobin sur les transactions monétaires internationales, instauration d'agences de notation financière publiques, etc.). La réalité de ce que nous appelons «marché» ne représente pas une quelconque fatalité naturelle devant laquelle nous n'aurions d'autre choix que de nous adapter. Les institutions qui donnent vie à ce marché doivent faire l'objet de bilans et de critiques à l'aune de critères éthiques, et non seulement économiques. Par conséquent, elles doivent aussi faire l'objet de décisions collectives et démocratiques visant à les modifier, pour plus de justice sociale. Après tout, ce sont les hommes, et non les dieux ou la nature, qui créent les lois qui les gouvernent.

Remettre l'ePrix en perspective

RENAUD BROSSARD

Directeur exécutif de Génération trompée

CARL VALLÉE

Directeur pour le Québec

de la Fédération canadienne des contribuables

Depuis quelques jours, on dirait que l'ePrix est la seule nouvelle dans l'ensemble de la province. C'est l'une de ses rares choses sur lesquelles semblent s'entendre tant les chroniqueurs de Radio X à Québec que ceux de Radio-Canada à Montréal. Malgré tout, certains tentent encore de s'évertuer à défendre cette course, sous un prétexte d'électrification des transports et de développement d'un pôle commercial et industriel vert à Montréal. Bien qu'il soit loin de notre intention de remettre en cause la noblesse de tels objectifs, nous nous permettons d'avoir de forts doutes quant à la viabilité de l'événement dans son format actuel à Montréal.

Comme on vous l'a répété chronique après chronique, nous débourserez 24 millions de dollars de fonds publics afin que la Formule E soit de passage à Montréal cette année. Le maire a beau nous répéter que c'est dans l'objectif de tisser des liens d'affaires entre les entreprises montréalaises et l'industrie automobile de par le monde, et tenter de nous présenter comme un pôle de technologies vertes, nous subventionnons déjà un autre événement, la F1, censé nous permettre de tisser ces mêmes liens d'affaires avec l'industrie automobile, et on peut dire que les résultats sont plutôt modérés. Pour une entreprise ayant un produit innovant, le fait de se déplacer à un tel événement dans une ville où une autre est un moindre coût par rapport aux occasions d'affaires. On parle de quelques billets d'avion et de chambres d'hôtel, soit des coûts que sont en mesure d'absorber des entreprises cherchant à vendre leurs produits.

Parlons justement de cette subvention de 24 millions de dollars. Le chiffre semble élevé, mais il l'est encore plus lorsqu'on le compare. Le 8 juin dernier, une nouvelle entente a été signée entre nos divers ordres de gouvernement, la F1, et le Groupe de course Octane, qui organise le Grand Prix de Montréal. En vertu de cette entente, on versait 98,5 millions de dollars pour la tenue de cinq Grands Prix entre 2025 et 2029, ce qui équivaut à une subvention annuelle moyenne de 19,7 millions de dollars. Nous offrons donc une subvention 120% plus grande pour la Formule E, sans compter le cautionnement de la marge de crédit du groupe organisant l'événement, que pour la Formule 1, et ce, malgré le fait que l'audience de la Formule E ne soit que 4% de celle de la Formule 1, d'après un rapport compilé par la firme Repucom et relaté dans le magazine *Forbes*. Ceci équivaut à 3025% plus de subvention par auditeur potentiel.

Une bonne affaire?

Cette subvention devient encore plus frus-



RYAN REMIORZ LA PRESSE CANADIENNE

Nous débourserez 24 millions de dollars de fonds publics afin que la Formule E soit de passage à Montréal cette année.

trante lorsqu'on sait qu'aucune autre ville hôte n'a eu à déboursier d'argent afin de tenir l'événement. À Paris, l'organisateur a même fait réparer des routes à ses frais afin de pouvoir tenir la course, chose qui aurait sûrement fait le bonheur de bien des Montréalais. Néanmoins, malgré tous ces fonds accordés aux organisateurs, les fans montréalais paieront certains des billets les plus chers. Même les billets de l'ePrix de Monaco, une ville réputée pour le luxe et la course automobile, sont presque la moitié du prix de ceux de Montréal. On peut difficilement parler d'une bonne affaire pour les amateurs montréalais.

Certains tenteront de nous répondre en disant qu'on subventionne déjà de nombreux événements, et que ceux-ci offrent aux Montréal-

lais et aux Québécois des retombées économiques plutôt substantielles. Bien qu'il soit vrai que certains événements ont des retombées positives, ce n'est pas le cas de tous les événements tenus à Montréal. Année après année, on voit de nouvelles études ou de nouveaux articles être écrits par des chercheurs et des journalistes sérieux et qui remettent en cause la rentabilité de la subvention accordée à certains événements, notamment le Grand Prix. Considérant la durée de l'événement, son audience 25 fois plus grande et l'influx de touristes relativement fortunés, si un événement comme le Grand Prix peine à justifier sa subvention, il est raisonnable d'estimer qu'on ne reverra jamais la couleur de la subvention faite à l'ePrix.

Le développement de technologies vertes

est un objectif louable, et le développement d'une expertise verte au Québec l'est tout autant, cependant d'autres moyens existent. Hydro-Québec travaille présentement avec Sony au développement d'une «super-batterie» permettant de stabiliser la production d'électricité et de réduire la dépendance aux énergies fossiles. De nombreux entrepreneurs québécois investissent dans le développement de ces nouvelles technologies et sont en mesure d'exporter notre savoir-faire afin qu'il puisse bénéficier au monde entier. C'est en laissant nos entreprises innover, et en réduisant leurs coûts réglementaires et fiscaux, que nous pourrions établir Montréal comme pôle commercial et industriel vert, et non pas en tenant une course de véhicules électriques.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon (chef de division), Robert Dutrisac (éditorialiste), Michel Garneau et Pascal Élie (caricaturistes), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zuida (rechercheur photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division et reporter), Stéphanie Baillargeon (généraliste), Gérard Dallaire (pupitre), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Jean Dion (sports), Marco Fortier (éducation), Lisa-Marie Gervais (diversité), Pauline Gravel (sciences), Jessica Nadeau (éducation), Alexandre Shields (environnement); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Yastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Belair-Cirino et Marie-Michèle Sioui (correspondants parlementaires à Québec) Dave Noël (recherche), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec); information culturelle: Guillaume Bourgault-Côté (politiques culturelles), Julie Carpentier (pupitre), Fabien Deglise (livres), Catherine Lalonde (arts vivants), François Lévesque (écrits), Caroline Montpetit (arts vivants), Philippe Papineau (médias); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Benoît Munger (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (chef de division et éditorialiste); section art et vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); cahiers spéciaux: Aude Marie Marcoux (responsable); équipe numérique: Laurence Clavel, Guillaume St-Hilaire et Geneviève Tremblay (pupitres); correction: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant (correctrices); soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (coordonnatrice à la rédaction), Jean-Philippe Proulx (commis), DOCUMENTATION Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), PUBLICITÉ Charlyne Bachraty (adjointe au vice-président), Marlène Côté, Evelyn De Varennes, Amel Elimm, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Schab (directrices de comptes), Alain Trébout (directeur créativité média), Amélie Maltais (commis aux arts légers), Alessandra Tantalò et Laurence Hémond (coordonnatrices publicitaires), PRODUCTION Caroline Desrosiers, Yannick Morin, Anthony White et Nathalie Zemaits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Luc Girard (technicien informatique), Solène M. Hébert (développeuse Web), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Catherine Gentilcore (coordonnatrice marketing, communications et relations publiques), Sébastien Beaupré (coordonnateur service à la clientèle), Manon Blanchette, Caroline Filion, Nathalie Filion, Isabelle Sanchez (préposées au service à la clientèle), ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici (technicienne comptable), Véronique Pagé (responsable du crédit).

MORDU DE JEUX

GRILLE BLANCHE

Horizontalement

- Légume. - On y cultive des légumes.
- De vive voix. - Abus. - Plaque de neige.
- Qui vient du nez. - Ville de France.
- Curie. - Promesse. - Mordants.
- Cercles. - Pionnier. - Colère.
- Océan. - Os de truite. - Grand arbre de l'Inde.
- Pour des cendres. - Écorcher.
- Mettre à l'écart. - Permet.
- Milieu. - Volcan.
- Pays d'Obama. - Fils de Dédale. - Halogène.
- Négation. - Père de Sem.
- Bassin à eau dans une église.
- Sur. - Impayées.
- Laqué. - Capitale coréenne. - Conifères.
- Surprise. - Colis.
- Taper dans la main. - Terme de ski. - Zygote.

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 |
| 1 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 13 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 14 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 | | | | | | | | | | | | | | | |

Verticalement

- Légume. - Légume.
- Instrument de labour. - Choisie. - Dopant.
- Court. - Grillés. - Tissu.
- Petit fruit. - Qui subsiste.
- Quadrilatère. - Petit saule.
- Récepteur. - Groupées.
- Réalise un vœu. - Fin de liste. - Éculés.
- Chrome. - Arracher. - Distrait.
- Avancer. - Division du temps. - Retranche.

- Péroné. - Préfixe. - Escompté.
- Allocation. - Fils d'Énée.
- Il rejette l'autorité. - Nourrit. - Oeuvre nipponne.
- Petit rongeur. - Désœuvrée.
- Cuve. - Ronge. - Dément.
- Renforce. - Sensible à l'usure.

MOTS FLÉCHÉS

| | | | | | |
|--|---|--|-------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|
| INSTRUMENT DE MUSIQUE SURET | PSY AUTRICHIEN PLANTE BULBEUSE | DRÔLE DE ZIG TITRE ABRÉGÉ | SURPRIS | COUVERT DE CHAM- PIGNONS | FAINÉANTE AGILES |
| DEVENU LIVIDE CHENAL DU LANGUEDOC | FAIBLE MOI EN LATIN | POTENCE MÉTAL BRILLANT | DIFFICILE À CASSER | OVATION EXPLOSENT | EN MATIÈRE DE ROBES INDIENNES |
| RENDRE SERVICE ÉBÈNE VERTE | ESPRIT MIGNON | BAIN DE VAPEUR LUTILE EN RELIEU | LONGUES EN HIVER CHIALE | SERT À SUSPENDRE ARTICLE | PRÊTE DU FRIC |
| A UN REVERS | CALCIUM CONVOITER | INDÉSIRABLE LANCER DES PIERRES | EXAMEN | AU JAPON PROTÈGE LES PLANTS | SUFFIXE FLEUR |
| EN FLORIDE | ABRASIF | POUSSE EN INDE ILS PIQUENT | NOTE DE CANCRE | ÉPIDERME | FACTEUR RHÉSUS FRÈRE SE SETH |
| REVENU ANNUEL VENTS LÉGERS | UNITÉ ACOUSTIQUE | RAMASSER | FAIT EFFET | TREILLIS D'OSIER | APPELER DE LOIN |

GRILLE BLANCHE

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 |
| 1 | B | I | C | H | E | S | P | H | I | N | G | E | V | |
| 2 | R | E | A | T | R | E | S | V | A | U | T | R | E | |
| 3 | E | N | L | A | C | E | R | M | E | S | S | I | E | R |
| 4 | B | A | A | L | E | R | M | I | T | E | O | A | T | |
| 5 | I | M | E | C | R | E | A | N | T | I | O | I | L | E |
| 6 | S | P | A | A | E | T | I | E | N | N | E | B | | |
| 7 | S | O | R | I | N | S | E | S | E | N | T | I | R | |
| 8 | L | R | M | O | E | U | R | S | N | O | T | R | E | |
| 9 | E | T | A | P | E | S | N | U | A | N | C | E | E | |
| 10 | V | A | I | R | A | S | E | P | S | I | E | N | D | |
| 11 | R | I | T | I | M | M | O | L | E | S | N | I | E | |
| 12 | E | L | I | M | E | E | S | R | E | S | T | O | G | |
| 13 | T | L | E | S | I | P | E | C | A | D | I | A | | |
| 14 | T | R | O | U | S | S | E | S | H | U | B | L | O | T |
| 15 | E | N | T | R | E | S | I | B | E | R | I | E | N | S |

MOTS FLÉCHÉS

| | | | | | | | | | | |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | D | E | C | H | E | S | M | A | T | |
| 2 | V | I | V | R | E | R | E | T | R | O |
| 3 | A | D | A | M | O | I | N | E | A | U |
| 4 | G | E | N | E | P | E | R | E | S | |
| 5 | B | A | R | A | N | T | E | R | U | S |
| 6 | T | B | U | T | S | V | I | S | A | |
| 7 | V | I | O | L | E | S | O | L | E | N |
| 8 | T | O | B | E | I | C | A | R | T | E |
| 9 | I | N | S | U | L | T | E | S | T | U |
| 10 | N | U | L | S | P | E | S | E | T | A |
| 11 | T | R | E | E | L | U | E | G | I | N |
| 12 | T | U | T | U | L | I | N | G | O | T |
| 13 | T | B | E | L | I | E | R | A | N | E |
| 14 | M | U | S | E | S | A | G | E | S | E |

LE JUNIOR

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | D | E | P | E | C | H | E | S | M | A | T |
| 2 | O | T | E | R | O | C | S | U | M | O | |
| 3 | M | E | R | C | I | O | P | E | R | E | R |
| 4 | P | F | A | N | A | L | D | E | N | T | |
| 5 | T | A | O | N | R | E | L | U | D | U | |
| 6 | E | N | R | A | G | E | A | I | D | E | R |
| 7 | U | S | E | R | N | U | I | R | E | | |
| 8 | R | E | S | I | N | E | D | E | S | I | R |

SOLUTIONS DE LA SEMAINE DERNIÈRE

LE JUNIOR

Horizontalement

- Enfermer dans des limites.
- Stupide. - Fruit comestible à pulpe fondante.
- Rendu moins large. - Petit citron de couleur verte.
- Déterminant démonstratif. - Permet de tenir une tasse.
- Endroit où les enfants prennent leur récréation. - Habitation à loyer modique.
- Mammifères des savanes d'Afrique. - Embarcation à flotteurs que l'on fait avancer avec les jambes.
- Qui a été choisi par un vote. - Perdre connaissance (S').
- État de quelqu'un qui dort. - On peut les manger le lendemain.

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | |

Verticalement

- Se déplacer sur des voies de communication.
- Réflexion qui vient à l'esprit. - Terre entourée d'eau.
- Fait ha ha. - Choc brutal.
- Corde fine servant d'attache.
- Enlève un objet de l'endroit où il est. - Détériorés.
- Conjonction qui introduit une explication.
- Où tout est régulier. - Préposition qui indique le moyen.
- Curriculum vitae. - Lieu où se passe l'action théâtrale.
- Fonction exercée par quelqu'un. - Partie du corps.
- Dans le lieu où l'on est. - Qui est à une altitude élevée.
- Rendue moins dure.
- Avant l'automne. - Pièce métallique qui passe dans la bouche du cheval.

Vous aimez cette page ? Écrivez-nous pour nous faire part de vos commentaires : redaction@ledevoir.com.

SUDOKU

par Fabien Savary

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|--|---|--|
| 4 | 1 | | | | 2 | | | | | | |
| | | | | | | 5 | 7 | 3 | | | |
| | | 5 | | | 8 | | | | | | |
| | | 1 | 3 | 9 | | | 5 | | | | |
| 6 | 2 | | | 1 | | 4 | | 8 | | | |
| | | | | | | | | | | 7 | |
| | | 8 | | | | 7 | | | | | |
| 1 | | | 4 | | | | | | | 2 | |
| 3 | | | 1 | | | | | | | 8 | |

Niveau de difficulté : DIFFICILE

3665

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 5 | 4 | 8 | 1 | 9 | 6 | 2 | 3 | 7 |
| 2 | 9 | 1 | 7 | 3 | 8 | 5 | 6 | 4 |
| 6 | 3 | 7 | 5 | 2 | 4 | 1 | 8 | 9 |
| 7 | 8 | 5 | 3 | 6 | 1 | 9 | 4 | 2 |
| 4 | 2 | 9 | 8 | 5 | 7 | 3 | 1 | 6 |
| 3 | 1 | 6 | 2 | 4 | 9 | 7 | 5 | 8 |
| 8 | 6 | 2 | 9 | 1 | 3 | 4 | 7 | 5 |
| 9 | 7 | 3 | 4 | 8 | 5 | 6 | 2 | 1 |
| 1 | 5 | 4 | 6 | 7 | 2 | 8 | 9 | 3 |

3664

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary. En exclusivité sur le site des Mordus.

www.les-mordus.com

MOTS CROISÉS DU SAMEDI

| | | | | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| I | | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | | |

Horizontalement

- Empêche de voir ce qui se passe à l'extérieur.
- Ouverture sur le monde extérieur. L'Etoile Polaire accompagne la petite.
- La première n'est pas toujours la bonne. Mises en circulation.
- Donne confiance.
- Grand vide. De belles couleurs mais très souvent de mauvais goût.
- Indication sur la partition. Compte les coups sur le terrain.
- Ecorché à un bout. Indien et bel emplumé.
- Bout d'idée. Retient le berger. Sur la planche à dessin.
- Réduire en miettes. Met fin à la prière.
- Mettent le feu dans la boîte.

Verticalement

- Revue de détail.
- Dégoût insupportable. Cran de la ceinture.
- Ouvre la boîte. Ses cellules sont en voie de disparition.
- Un peu ridicule. Sorti de l'orbite.
- Pour rester dans l'ombre. Avancée sociale. Sculpteur et poète.
- Mit bas. Prend la Nipponne par la taille.
- Le parti de Mandela. Base mal assurée.
- Jamais contents et ils le font savoir.
- Aspirer. Jase en forêt.
- Très mauvaise humeur. Proposition boursière. Bouts de maillot.
- Se lance. Germée et séchée.
- Furent condamnés à Ephèse.

Philippe Dupuis

Solution du n° 359

Horizontalement

- Déflagration.
- Irradié.
- Alpe.
- Frère. Lien.
- Lalo. Melia.
- Adeptes.
- Gi. Harcelé.
- Rémi. Loden.
- Retape.
- Tape. Nanti.
- Sos. Tir.
- Opa. Père.
- Nébulisées.

Verticalement

- Divagation.
- Erotisé.
- So.
- Frère. Lien.
- Lalo. Melia.
- Adeptes.
- Gi. Harcelé.
- Rémi. Loden.
- Retape.
- Tape. Nanti.
- Sos. Tir.
- Opa. Père.
- Nébulisées.

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 360

Philippe Dupuis est également l'auteur des mots-croisés du Monde

MOTS CROISÉS

| | | | | | | | | | | | |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 1 | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | | | | |

Etienne Hannequart-Ferron www.hannequart.com

3528

HORIZONTALEMENT

- Limpide.
- Organisation clandestine - Difficile à casser.
- Expriment avec force - Touché.
- Plante parasite - Fruit des céréales - Ancienne affirmation.
- Ne volent pas - Original.
- Démoli - Sert à guider un cheval.
- Qui t'appartient - Se dit de certains raisins.
- Paradis terrestre - Détruite à la base.
- Monoxyde d'azote - Roche - Par la voie de.
- Sans fringues - Dégradations.
- Durable - On y voit parfois des navets.
- Fanéé - Qui a perdu sa route.

- Qui a vu le jour - Elle est extraite du sang - Rhodium.
- Exploiteur - Transporte.
- Avoir une mauvaise odeur - Ajoute.
- Sort de la mère - Espèce de pin des Alpes.
- On en fait des sièges - Grandes voiles.
- En matière de - Dieu de la Mer - Ville du Pérou.
- Ne reconnaît pas - Trahir.
- Ceux qui étaient présents lors d'un crime - Congénital.
- Profère des injures - Effleurée.

VERTICALEMENT

- Comédiennes.
- Sommaire - N'a pas confiance en.
- Récepteur - Aride.

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | G | R | A | S | S | O | U | I | L | L | E | T |
| 2 | R | U | S | E | S | N | E | I | G | E | | |
| 3 | O | M | E | G | A | U | S | A | G | E | R | |
| 4 | S | B | M | U | A | N | T | E | N | E | F | |
| 5 | S | A | G | E | M | | | | | | | |